Fédération des Centres sociaux et Socioculturels de France [FCSF]

Communiqué, le 3 novembre 2026

5 novembre : entendre ce que disent les habitant·e·s

À l'approche de la journée intersyndicale de mobilisation du 5 novembre, la Fédération des centres sociaux et socioculturels de France prend la parole. Pas pour se substituer aux organisations syndicales. Mais pour dire ce que nous voyons chaque jour, dans les quartiers comme dans les territoires ruraux : une colère qui vient de loin, et qui est légitime.

Ce que nous voyons

Dans les quelque 1600 centres sociaux du réseau, salarié·e·s et bénévoles accueillent chaque jour celles et ceux qui ne bouclent plus leurs fins de mois. Des familles qui travaillent et renoncent à des soins, à des loisirs, parfois à un repas. Des jeunes qui doutent qu'une place leur soit faite.

Nous voyons aussi les services publics reculer. Guichets fermés, démarches dématérialisées, délais qui s'allongent. Les centres sociaux deviennent souvent le dernier lieu d'accueil humain, sans moyens supplémentaires pour le rester.

Les revendications portées le 5 novembre (salaires, services publics, emploi) sont donc pour nous tout sauf des abstractions. Nous ne pouvons pas être les lieux qui accueillent ces difficultés et rester muets quand elles s'expriment.

Une colère légitime, qui doit être entendue

La FCSF est indépendante de tout parti et le restera. Mais la neutralité partisane n'est pas la neutralité politique. Se taire face à ce que vivent les habitant·e·s serait une abdication, pas une prudence.

Faire grève, manifester, exprimer un désaccord collectivement : ce sont des formes de participation démocratique à part entière. Elles méritent une réponse, pas une disqualification.

Nous refusons la violence, d'où qu'elle vienne. Elle abîme les personnes, les quartiers, les commerces, et elle détourne l'attention de ce qui est en jeu. Nous refusons tout autant qu'elle nourrisse une réponse exclusivement sécuritaire, serve de prétexte pour ne pas entendre. Les propos qui contribuent à polariser le corps social en sommant chacun de choisir entre le soutien aux casseurs ou le soutien à la police nous inquiètent. Nous craignons l'engagement d'une marche supplémentaire pour faire reculer l'Etat de droit.

Nous sommes particulièrement inquiets pour les jeunes. Les milliers d'interpellations recensées depuis fin septembre, très majoritairement de mineur·e·s, doivent nous interroger collectivement. Ces jeunes ne sont pas un problème à contenir. Ils et elles sont des citoyen·ne·s à qui nous n'avons pas su offrir assez d'espaces où leur parole compte.

Ce que la situation appelle

Cette colère appelle d'abord une réponse démocratique. Ni le passage en force ni la simple consultation n'y suffiront. Il faut un dialogue véritable avec les organisations syndicales et, plus

largement, avec les corps intermédiaires, associations comprises : un dialogue capable d'infléchir les décisions.

Elle appelle aussi de la cohérence. On ne peut pas déplorer la défiance des citoyen·ne·s envers les institutions tout en fragilisant, budget après budget, les services publics de proximité, les acteurs de l'intérêt général et tout ce qui fait commun.

Elle appelle enfin un autre regard sur la jeunesse. La réponse ne peut pas être seulement sécuritaire. Elle passe par des lieux où les jeunes peuvent s'exprimer, débattre et agir. Les centres sociaux sont de ces lieux : des infrastructures démocratiques, où la colère peut devenir parole, et la parole pouvoir d'agir.

Au réseau des centres sociaux

Chaque centre social reste libre de ses choix. La FCSF ne donne aucune consigne. Elle dit sa position et assure de son soutien celles et ceux qui, dans le réseau, choisiront de se mobiliser.

En tant qu'employeurs, les centres sociaux garantissent pleinement le droit de grève de leurs salarié·e·s. Celles et ceux qui ouvriront leurs portes ce jour-là pourront aussi faire de cette journée un temps d'écoute et de débat avec les habitant·e·s. C'est notre manière d'y prendre part : faire en sorte que chacun·e puisse dire ce qu'il ou elle vit, et être entendu·e.

Le Bureau de la Fédération des Centres sociaux et socioculturels de France